

Dossier CRAS - Le 1er mai 2021 à Paris



1er mai 2021 - Manif Paris

Au sommaire :

Page 2 à 4 - **Agressions contre la CGT lors des manifestations du 1er mai à Paris : que s'est-il vraiment passé ?** Article de la *Dépêche du midi* du 2 mai 2021.

Page 5 à 6 - **De la cégétiste gazeuse à son usage**, texte signé Des cégétistes à qui on ne la fait plus. Paris, le 2 mai 2021. – Extrait du site *À contretemps / Odradek* /mai 2021.

Page 7 - **1er mai 2021 - Quelques éléments sociohistoriques pour comprendre les heurts entre autonomes et service d'ordre (SO) de la CGT**, texte non signé daté du 3 mai.

Page 8 - **Moi aussi je veux faire mon rappeur intellectuel des masses populaires**, texte signé par Skalpel Muzikinfos daté du 4 mai.

Page 9 à 12 - **Solidaires et le 1° Mai 2021 à Paris**. Note du SO de Solidaires Ile de France, datée du 4 mai.

Page 13 à 17 - « **CGT, collabos** » « **Ce que la surexposition médiatique et politique de cette bagarre permet d'occulter, c'est le déroulé réel de ce 1er mai.** », extrait de *lundimatin* le 4 mai 2021.

Page 18 - **La forme-manifestation en question**, par Samuel Hayat (syndiqué Solidaires), extrait de *l'Ire des Chênaies* du 5 mai 2021.

Page 19 à 23 - **On ne peut pas laisser passer un événement comme celui du 1er mai comme si c'était un incident de rien du tout**, entretien avec Annick Coupé (ancienne porte-parole de Solidaires), extrait du site *Rapports de force*, daté du 7 mai 2021.

Page 24 à 25 - **Pourquoi j'ai attaqué la CGT à paris ce 1er mai**, non signé et publié par IAATA le 12 mai 2021.

- **Des photos** en noir et blanc sur ce 1er Mai à Paris,

<https://www.flickr.com/photos/119524765@N06/albums/72157719075002334>

<https://www.ladepeche.fr/2021/05/02/agressions-contre-la-cgt-lors-des-manifestations-du-1er-mai-a-paris-que-sest-il-vraiment-passe-9521717.php>

Agressions contre la CGT lors des manifestations du 1er-Mai à Paris : que s'est-il vraiment passé ?



La CGT a dénoncé des agressions à son encontre lors des manifestations de ce 1er mai à Paris. AFP - ALAIN JOCARD

Publié le 02/05/2021 à 16:56

Le parquet de Paris a annoncé l'ouverture d'une enquête pour "violences volontaires" et "dégradations" après les violents heurts qui ont émaillé la manifestation. 21 militants CGT ont été blessés, dont quatre grièvement, après des actes d'une "extrême violence" commise par un groupe d'individus dont certains se revendiquant Gilets jaunes.

Après une version 2020 confinée, la Journée internationale des travailleurs 2021 se voulait être un moment de rassemblement entre syndicats (la CGT, Force ouvrière, la FSU et Solidaires avaient appelé à battre le pavé) contre notamment la réforme de l'assurance chômage. Au moins 106 000 personnes ont répondu à cet appel en France dont 17 000 à Paris.

A lire aussi : [Défilés du 1er-Mai : des milliers de manifestants et des incidents](#)

Mais finalement, la manifestation parisienne du 1er mai aura surtout été marquée par de violentes tensions notamment contre la CGT. Des bagarres ont éclaté entre le service d'ordre du syndicat et des manifestants, masqués pour la plupart. Des véhicules CGT ont également été caillassés.

À l'arrivée de la manifestation parisienne place de la Nation vers 18 heures, des militants CGT ont été victimes d'une "extrême violence" commise par "un important groupe d'individus dont certains se revendiquant Gilets jaunes", selon le syndicat dirigé par Philippe Martinez, qui a déploré "21 blessés

dont quatre graves". Il a également dénoncé un moment "scandaleux" et mis en cause samedi soir sur [LCI](#) "la sécurisation de la manifestation puisque les camions ont été empêchés de dégager de la place de la Nation".

Des "insultes homophobes, sexistes, racistes, qui ont précédé des actes de *vandalisation*" a affirmé le syndicat dans un communiqué. Mais qu'est-ce qui a pu provoquer de tels heurts ? À l'heure actuelle cela est dur à déterminer, mais une enquête pour "violences volontaires" et "dégradations" a été ouverte et confiée à la Sureté territoriale a annoncé le parquet de Paris.

Elle devrait permettre d'éclaircir cette affaire encore très floue. Ce samedi sur Twitter des internautes tentaient de déterminer qui étaient les individus masqués qui s'en sont pris à la CGT. Pour Thomas Portes, porte-parole de Génération.s (le mouvement politique de Benoît Hamon), cela ne fait aucun doute : c'est l'extrême-droite qui était à la manœuvre.

Des "SO Collabos" scandés par des manifestants

Or selon plusieurs témoignages relayés sur Twitter (mais qui restent à confirmer), tout serait parti d'une dispute entre le service d'ordre de la CGT et des manifestants, pas nécessairement liés à l'extrême-droite. Dispute au cours de laquelle de premières insultes auraient été proférées aussi bien par le service d'ordre que par les manifestants. Puis un des manifestants aurait été interpellé par la police, provoquant ainsi de premiers heurts avec les forces de l'ordre.

Les manifestants auraient alors reproché au service d'ordre de la CGT d'être resté "inactif" devant cette altercation avec les policiers. Ils ont alors commencé à scander des "SO Collabos" ("SO" pour Service d'ordre), leur reprochant d'être en quelque sorte "de mèche" avec la police. C'est à ce moment que la situation aurait dégénéré et que des militants de la CGT auraient été plus violemment attaqués.

En attendant de savoir qui vraiment les responsables de ces altercations, l'ensemble des syndicats et de la classe politique les a condamnés. La CFDT (qui ne manifestait pas ce samedi) les a notamment dénoncées "avec la plus grande fermeté" tandis que le numéro un de FO, Yves Veyrier, les a qualifiés "d'intolérables".

Les agressions dénoncées

La ministre du Travail, Elisabeth Borne, a condamné "très fermement" les perturbations ayant émaillé certains défilés. Plusieurs responsables politiques de gauche ont aussi condamné les violences et témoigné de leur "solidarité" envers la CGT. "Solidaire des militants #CGT agressés par un commando masqué. La violence déployée contre le grand syndicat signe la gravité de l'événement. Où va la France ?", a tweeté Jean-Luc Mélenchon (LFI).

À droite, Xavier Bertrand a estimé qu'il était "temps de mettre hors d'état de nuire les blacks blocs" qui sont "en train de tuer le droit de grève dans notre pays", tandis que le patron des sénateurs LR Bruno Retailleau a fustigé dans un communiqué un gouvernement "incapable d'enrayer la violence".

A.Q. avec AFP

[La CGT](#)

[@lacgtcommuniqué](#)

21 blessés, dont quatre graves auxquels nous apportons notre soutien.

Violences inacceptables contre le monde du travail !

Samedi 1er mai, alors que les 25 000 manifestants commençaient à quitter la place de la Nation, au terme d'une manifestation massive, porteuse des revendications des travailleurs et de l'aspiration à une société plus juste, elles et ils ont été victimes d'une violence inacceptable.

Si, sur le parcours, une fois encore, le cortège a dû faire face à plusieurs interventions des forces de l'ordre totalement injustifiées, la manifestation a pu, tout de même, arriver à son terme.

C'est à ce moment qu'un important groupe d'individus dont certains se revendiquant gilets jaunes, ont fait usage d'une extrême violence à l'encontre des manifestants.

Insultes homophobes, sexistes, racistes, ont précédé des actes de vandalisations des véhicules des organisations, et, bien plus grave, la haine s'est exprimée par un déchainement de coups et de jets de projectiles.

Notre organisation, la CGT, était particulièrement ciblée.

21 blessés, dont 4 graves auxquels nous apportons tous notre soutien et notre solidarité !

Le monde du travail ne reculera pas plus devant ce type d'agressions que face aux politiques libérales menées par le gouvernement actuel, dont les lois veulent nous priver de notre liberté.

Nous appelons l'ensemble du monde du travail à se mobiliser, à rejeter toutes formes de haine qui divise les femmes et les hommes de notre pays et à renforcer avec les organisations syndicales, les luttes face aux politiques libérales au service du capitalisme.

Montreuil, le 1^{er} mai 2021

De la cégétiste gazeuse et de son usage...



■ Loin de nous l'idée de commenter les différends qui agitent la vie interne de la CGT et moins encore l'intention de contester le rôle déterminant que jouent, dans le combat social contre la précarisation du monde, les bases cégétistes. De la résistance à la contre-réforme macronienne des retraites aux actuelles luttes contre celle de l'assurance-chômage et les innombrables plans sociaux qui tombent, elles sont au premier rang de mobilisations combatives, inventives et déterminées.

Une fois encore, cela dit, la récente manifestation parisienne du samedi 1^{er} mai a mis en évidence, du moins à nos yeux, un clivage évident entre deux manières cégétistes radicalement opposées de tenir la rue. D'un côté, celle, classique et largement dépassée, de la direction de la CGT et des adhérents qui lui restent fidèles ; de l'autre, celle d'une sécession continue de la part de cégétistes de base chaque fois plus prompts à désertir le carré syndical pour rejoindre le cortège de tête. Celui de samedi dernier était compact, nombreux et particulièrement déterminé à ne pas laisser la police « pourrir la manif » comme elle en avait l'intention et le tenta à maintes reprises. On y trouvait de tout dans ce cortège de tête, mais surtout des Gilets jaunes et, par milliers, des partisans surmotivés de la convergence réelle des colères. Au point que la police s'est vue contrainte de reculer plusieurs fois, sous les hourras, devant la détermination des manifestants.

C'est donc dans un contexte particulièrement électrique que l'arrivée des camions de la CGT escortés de son service d'ordre, place de la Nation, a vite dégénéré en affrontements avec des manifestants excessivement remontés contre la passivité de la centrale par rapport « aux keufs ». Quant à la cause des affrontements, elle est directement liée à la stupide attitude du service d'ordre de la CGT. Et l'on peut admettre que se faire gazer en fin de manif par des « camarades » après l'avoir été, l'après-midi durant, par les flics sans que ces mêmes camarades ne réagissent, puisse pousser à l'exaspération. Rien de plus, mais rien de moins.

Le texte que nous publions ci-après nous est parvenu au lendemain du 1^{er} mai. Signé par des « cégétistes à qui on ne la fait plus », il atteste suffisamment d'un réel déplacement d'imaginaire au sein de certaines bases de la CGT pour mériter notre attention. Et, pensons-nous, la vôtre.

Au fond, l'onde de choc des Gilets jaunes, qui ont largement contribué à remettre au goût du jour d'anciennes pratiques enterrées du syndicalisme d'action directe des origines, n'a pas fini de produire ses effets. D'autant qu'il faudra, tout le monde le sait, d'avantage que la moustache de Martinez, ses ballons, sa sono et son service d'ordre à gazeuses internes pour faire plier le patronat buveur de sang et son État policier.



Comme chacun devrait le savoir, il y a, depuis belle lurette, plus de cégétistes offensifs – et de syndicalistes, en général – dans les cortèges de tête que derrière les jolis ballons des organisations de « défense » de la classe ouvrière.

Comme chacun devrait le savoir, les couleurs des chasubles ont désormais tendance à se mélanger aux avant-postes des manifestations faisant front commun contre l'État policier. Et l'effet est toujours joli : du rouge, du jaune et du noir en veux-tu en voilà pour un arc-en-ciel de colères logiques.

Comme chacun devrait le savoir, les directions syndicales ont fini par n'avoir de crédit que celui que leur concède, quand elles les servent, la caste médiatico-politique et l'État. À preuve leur collusion à propos de la castagne de fin de manif parisienne du 1^{er} mai de cette année.

Comme chacun devrait le savoir, la CGT s'illustra souvent, du temps de sa puissance, dans la chasse aux déviants, aux gauchistes, aux anarchistes en n'hésitant pas, si nécessité faisait loi, à les livrer à la police.

Comme désormais chacun le sait, depuis ce 1^{er} mai, son service d'ordre n'utilise pas de ses gazeuses contre les mercenaires de Lallement qui, depuis au moins six mois, pourrissent toutes les manifestations, mais contre celles et ceux qui, rouges, jaunes ou noirs, les font reculer et, ce faisant, dérangent le bel ordonnancement du spectacle syndicalo-plan-plan.

Au soir de cette chaude manifestation où, surarmée et ultra-présente, la police céda à divers instants du terrain devant la résistance des manifestants de tête, la direction de la CGT n'a rien trouvé de mieux que de pondre un communiqué qui vaut son pesant de moutarde. Au prétexte que, place de la Nation, « un important groupe d'individus dont certains se revendiquant gilets jaunes, ont fait usage d'une extrême violence à l'encontre des manifestants », elle les accuse d'« insultes homophobes, sexistes, racistes », de manifestations de « haine », de « coups » et « jets de projectiles », d'« actes de vandalisation » sur ses véhicules.

Ainsi, la boucle est bouclée : ces Gilets jaunes que Martinez, pour une fois rapide comme l'éclair, traita de fascistes dès qu'ils foulèrent, en novembre 2018, les Champs-Élysées le sont bien puisque Montreuil, qui pratique l'écriture inclusive et le point médian, vous le confirment : ils sont « homophobes, sexistes et racistes », donc fascistes.

Dès lors, peu importe de savoir pourquoi les cégétistes gazeuses qui servent contre « certains gilets jaunes » ne servent jamais contre les flics. C'est comme ça.

Nous ne mangeons pas de ce pain-là.

À la prochaine manif, nous serons toujours devant, avec les jaunes, les rouges et les noirs. Et encore plus déters. Y compris contre le service d'ordre de la CGT quand il nous gazera !

Des cégétistes à qui on ne la fait plus

Paris, le 2 mai 2021.

– À contretemps / Odradek / mai 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article842>]

1er mai 2021 - Quelques éléments sociohistoriques pour comprendre les heurts entre autonomes et service d'ordre (SO) de la CGT

3 mai, 13:42 ·

Merci beaucoup Samuel Hayat pour ce thread tweeter : «Quelques éléments sociohistoriques pour comprendre les heurts entre autonomes et service d'ordre (SO) de la CGT le 1er mai – heurts qui révèlent une crise profonde et durable de la forme manifestation.

#Manif1erMai #GiletsJaunes #manifestation

D'abord il faut comprendre que la manifestation telle qu'on la connaît (un défilé pacifique et encadré sur un parcours négocié entre organisations et préfecture) est un mode de protestation qui n'a rien de naturel, il a une histoire, et elle est assez récente. En France, les premières manifestations de masse encadrées par des organisations ont lieu dès 1848, mais c'est surtout la 2ème manifestation Ferrer, le 17/10/1909, après un défilé réprimé dans le sang, qui voit la "manif" prendre sa forme actuelle. L'idée est simple: pour être légale, une manifestation est négociée et encadrée, et les organisateurs s'engagent à y maintenir l'ordre, notamment avec un SO qui fait la police dans le cortège, en étroite collaboration avec les forces de l'ordre.

Cette forme manifestation a été si bien intégrée par les organisations et par la police que tout ce qui en sort (manifs non déclarées, détournées, éclatées en petits groupes) pose de sérieux problèmes de maintien de l'ordre (cf les 1ères manifs des Gilets jaunes). Mais surtout, cette naturalisation de la forme manifestation par les organisations crée un fossé entre la culture manifestante des militant.e.s organisé.e.s et les pratiques des militant.e.s autonomes, qui ignorent, critiquent, détournent ou refusent les codes de la manifestation. Le 1er mai 2021 à Paris, on en a vu un exemple frappant: le SO de la CGT veut maintenir l'intégrité du cortège et donc empêche le reflux des manifestant.e.s du 'cortège de tête' gazé.e.s par la police, puis les dégage de la place de la Nation pour que leurs camions passent. Pour certain.e.s autonomes, ces pratiques relèvent de la collaboration avec le pouvoir, et révèlent un privilège des syndicats (notamment le droit d'avoir matraques et gazeuses) et... c'est vrai ! Mais c'est comme ça que s'est construite et imposée la forme manifestation. D'un côté, on a le SO de la CGT qui fait ce qu'il fait depuis plus d'un siècle: il encadre, en collaboration avec la police, et parfois violemment, une manifestation de masse. De l'autre, des autonomes pour qui cette collaboration est insupportable. Le fossé est immense.

Notons qu'il n'y a rien de nouveau ici. Ces heurts sont aussi vieux que la forme manifestation. Mais aujourd'hui les rangs des autonomes grossissent, sur fond de désaffection des organisations, et surtout de changement d'attitude du pouvoir, qui fragilise la forme manifestation. En effet, la forme manifestation, pour être efficace, suppose que la police accepte que le maintien de l'ordre dans la manif soit fait essentiellement par les organisations, et que le pouvoir accepte d'écouter les manifestant.e.s même quand le défilé est pacifique. Or ces deux conditions sont mises à mal. La police intervient de plus en plus au sein des cortèges, et les organisations l'acceptent. Et surtout, le pouvoir se contrefiche ostensiblement des manifestations. Il n'y voit plus une menace. «Ce n'est pas la rue qui gouverne». Pour que la forme manifestation fonctionne, il faut qu'elle fasse peser la menace d'un déferlement populaire, contenu par les organisations et l'autocontrôle du peuple.

Cette menace suppose que le tout le monde joue le jeu et "y croit". Le pouvoir ne le fait plus, plus du tout. Dans ces conditions, on comprend mieux les autonomes, que ce soit des militant.e.s aguerris.e.s ou des nouveaux et nouvelles venu.e.s : il s'agit de revivifier la menace d'une révolte, qu'un siècle de défilés encadrés et policés a émoussé. Il faut refaire peur au pouvoir. Si les organisations, notamment syndicales, veulent se faire les garantes de la forme manifestation, il va falloir négocier ferme pour qu'arrête le harcèlement policier des manifestations et 2° que les manifestations pacifiques aient un effet sur le gouvernement. Sans cela, le refus de la forme manifestation par la revivification de la révolte va attirer toujours plus de monde, et désormais le mouvement social se fera non seulement hors des organisations, mais contre elles.

Le 1er mai 2021 est un avertissement qu'il faut prendre au sérieux. Sur ces questions, lire notamment les travaux de D. Tartakowsky, le collectif 'La Manifestation' (dir O. Fillieule et D. Tartakowsky), ou 'La manifestation. La production de l'événement politique' (P. Champagne, en ligne), ou (pub) mon tout 1er article :

<https://www.caim.info/revue-pouvoirs-2006-1-page-31.htm> et le dernier pour la route

Moi aussi je veux faire mon rappeur intellectuel des masses populaires.

Skalpel Muzikinfos 4 mai 2021

Moi aussi je veux faire mon rappeur intellectuel des masses populaires. (J'aurai bien mit une tof de moi avec un col roulé ou mao, de penseur qui regarde vers le ciel, mais j'ai encore du caca dans les yeux) Je suis syndiqué à la CGT en tant que personnel soignant en CDD, j'assume totalement, par contre :- Je m'en tape que des gars du SO de la CGT se soient fait piétiné, un long passif d'agressions, de violence sexistes et de collaboration avec les flics entache son existence, vraiment...je me suis moi-même confronté physiquement à lui il y a quelques années... de même que je ne considère pas les matons, les flics, les douanes/police des frontières (contrôles et expulsions de sans papiers et migrants entre autres) ou même les contrôleurs (quand t'as été pauvre et que tu pouvais pas bouger de ta cité sans frauder, tu comprends) de « mon » syndicat comme des camarades. Du coup quand on parle de « d'infiltration » de flics chez le Black bloc, n'oubliez jamais que pour beaucoup d'entre vous ce sont des camarades syndiqués légitimes avec qui vous pourriez manger une chipolata ou boire un verre de mojito au cul d'un camion, donc balayez devant votre local- Quand on est passé de 2 millions et demi d'adhérents en 1979 à 650 000 en 2021, on se doit de faire preuve d'un peu, d'humilité dans le concours de bite qui consiste à se sentir le plus légitime, possible dans sa revendication de représentation de la « classe ouvrière », sachant en plus qu'aujourd'hui il n'y a qu'un salarié sur 10 qui est syndiqué (Dans mon taff on est 60 %, apparemment on fait l'job). A mon avis ce n'est pas de la faute des méchants gauchistes casseurs des manifestations du dimanche. Peut-être faudrait-il questionner, remettre en cause, s'énerver, avec la même énergie actuelle, un peu avec les directions syndicales et les trahisons nombreuses à l'égard de la base militante du syndicat, à mon sens plus légitime et plus radical que tout un tas de permanents confortablement assis. Je suis un incorrigible nostalgique du syndicalisme révolutionnaire de lutte des classes.- Utiliser l'argument du racisme ou des sans papiers, dans un délire fraternaliste et paternaliste quand on a soi-même fait expulser de « sa » bourse de travail de paris des sans papiers qui l'avaient occupé à l'époque c'est quelque peu indécent, et ça ressemble plus à une posture opportuniste qu'à autre chose. De même que l'argument du sexisme ou de l'homophobie quand on sait qu'à l'Époque ça pouvait pas supporter ACT-UP ou les Femministes radicales qui se sont plusieurs fois fait malmenés par le SO (Ma compagne en sait quelque chose aussi)- Les embrouilles comme les idées ne tombent pas du ciel, il y a un long passif d'oppositions entre pratiques de la manifestation et stratégies, qui ne se résument pas uniquement à « des fascistes alcoolisés qui voulaient casser du CGTiste collabo », c'est un peu plus complexe que ça et en cherchant un peu sur le net tu pourras trouver quelques articles qui parlent de l'autonomie ouvrière, du syndicalisme de gestion, de leur opposition dans la rue, dans les pratiques militantes etc.... Je n'idéalise ni le syndicat ni le black bloc, ce sont des outils qui entrent parfois en confrontations.

Apparemment plus récemment, l'opposition entre le bloc/GJ et les syndicats a fait naître des tensions violentes, j'ai parfois entendu un discours méprisant et tellement de préjugés à l'égard des Gilets jaunes, que oui certains puristes du militantisme syndical aurait mérité une tarte dans la gueule.... Pourtant Le 1er Mai chez nous à NIORT par exemple : FO (Un allié de la CGT dans plusieurs luttes) n'était pas là, car le rassemblement était organisé dans la ZUP (Le plus grand quartier populaire du coin), par contre les GJ étaient là eux... j'suis un gars de quartier populaire et je continue à penser que parfois une bonne bagarre vaut mieux qu'un long discours par branlettes intellectuelles interposés sur internet... j'ai peut-être tort. Mais les violences de ce week-end ne se sont pas apparues par hasard, et puis quand on vend soi-même de l'alcool au cul de ses camions pleins de drapeaux CGT on ne donne pas de leçons sur les prétendus « dégénérés alcoolisés » lors des manifestations- Le « Emil des 3000 », que j'étais en novembre 2005 vous direz bien de vous entre-tuez tous autant que vous êtes, surtout quand ça s'astique la nouille pour savoir qui est le plus « révolutionnaire », quand je vois certains discours de membres du syndicat, j'ai l'impression de lire les articles de l'époque ou 95 % de la gauche et extrême-gauche ne nous a pas soutenus quand on s'est révolté, pour ce qui reste LA plus grande révolte populaire post 68, 400 quartiers populaires en feu, on était les « sauvages », « dégénérés », « non politisés », « lumpens » de l'époque, et oui il y a aussi chez les GJ des gens qui pensent que nous sommes des « racailles de cités » ou qui se complaisent dans une forme de purisme radical en disant « ouais mais les syndicats et anars ils sont ou ??? C'est tous des collabos » une fois j'ai répondu à un gars : « Frère tu viens de débarquer y a 1 an et demi, pendant la loi travail t'étais pas là on s'tapait déjà contre les shtars, j'ai vécu 25 piges à Aulnay viens pas me donner des leçons sur ce que c'est que d'affronter les keufs s'il te plaît, vous n'avez rien inventé juste vous avez rafraîchis des trucs à la campagne et c'est très bien, welcome, ya des trucs qu'on vit nous dans les banlieues depuis 40 ans Avec le recul je me dis que c'est un peu plus complexe que ça, mais lol, calmez-vous un peu. Je ne valide pas l'agression de lambdas juste sous prétexte qu'on est syndiqué à la CGT, ni pense qu'on est un collabo ou un socedem quand on lutte dans le cadre de son travail pour plus de droits, y compris quand on souhaiterait de toutes ses modestes forces, abolir le salariat, la composition de la CGT est multiforme de même que celle du Black Bloc, pas besoin de faire de concours, j'ai déjà joué en soutien sur un camion syndical comme dans un squat de toto, le point commun à chaque fois c'est qu'il y avait une majorité de blancs, ce qui ouvre un autre sujet de débat sur la prétendue représentation du prolétariat actuel.... Bref, je suis syndiqué et je valide la pratique politique du Black Bloc, je me débrouille avec ça dans mon militantisme d'aujourd'hui, et je persiste à penser que dans cette embrouille il n'y a pas juste un gentil contre un méchant, mais des contradictions politiques qui se sont cristallisées de façon violente avec des dommages collatéraux pendant quelques minutes. PS 1 : On ne peut pas s'astiquer la nouille sur la grand soir et la violence de différents révolutions à chaque fois qu'on est bourré et condamner la violence politique quand celle-ci éclabousse un peu son visage et que ça ne nous convient pas parce qu'on a décidé que ce n'était pas le bon moment, si on en est là, c'est peut être aussi parce qu'on cadre trop, tempère trop et qu'on attend trop au lieu de faire preuve d'un peu de solidarité de classe y compris quand on est pas d'accord à 100 % et que du coup on fait le jeu du pouvoir qui s'abroge seul la légitimité de la violence politique PS 2 : Ah oui t'as de jolis analyses et tu distribues les bon points, mais tu ne milites dans rien, gardes ton avis, il ne m'intéresse pas, t'es pas d'accord tu veux commenter ? Juste parles bien ou alors on fait la bagarre Évidemment tu peux aussi cliquer et te barrer sans forcément avoir besoin de poser ta petite crotte avant, sachant que merde, plus de 80 % des gens ici c'est vous qui m'avaient ajouté, donc tempé pour vous. Bisou
K-Way noir + Chasuble rouge + Gilet jaune = Cœur avec les doigts

Skalpel Muzikinfos 4 mai,

<http://www.communisteslibertairescgt.org/Solidaires-et-le-1o-Mai-2021-a-Paris.html>



Solidaires et le 1° Mai 2021 à Paris

mardi 4 mai 2021

Nous publions ci dessous la note du SO de Solidaires Ile de France :

Depuis samedi soir, les camarades de la coord SO de Solidaires IDF ont recueilli un certain nombre d'informations concernant les affrontements qui ont eu lieu le 1 er mai 2021 lors la manifestation parisienne.

Au regard de la gravité des faits, nous souhaitons en informer largement les organisations et les adhérent-es de Solidaires.

1- Il n'y a aucune collaboration entre le SO unitaire et les forces de l'ordre

En premier lieu, il faut préciser que le préfet Lallement avait demandé à rencontrer les syndicats en amont de la manifestation du 1 er mai. Les Unions Régionales d'IDF de Solidaires, de la FSU, de la CGT et de FO ont refusé de rencontrer le préfet de police de Paris et même de lui répondre au vu des agressions policières répétées contre les manifestations. Les relations entre les organisations syndicales et le nouveau préfet sont très conflictuelles.

Il a été reproché au SO de la CGT, pour justifier l'attaque dont ils/elles ont été victimes, d'avoir manqué de solidarité à l'égard du cortège de tête pendant la manifestation car le SO unitaire n'est pas parvenu à le protéger.

Des militant-es du SO Solidaires ont participé au Service d'ordre unitaire de la manifestation du 1 er mai avec la CGT, FO et la FSU. Ils et elles nous ont fait un récit détaillé des événements. Au niveau du métro Saint- Ambroise, un feu a été allumé à hauteur du cortège de tête et une vitrine de banque a été attaquée pendant une dizaine de minutes. Les forces de l'ordre en ont profité pour attaquer le Service d'ordre unitaire (gaz lacrymogène et charge de la BRAV), en chargeant le carré de tête syndical. Le SO unitaire a résisté, cela a permis à la manifestation de continuer. Le SO unitaire a refusé d'avancer tant que le feu n'était pas éteint afin de ne pas risquer d'être coupé du reste de la manifestation comme cela a été le cas le 5 décembre 2020, lorsque le SO avait avancé malgré le feu permettant ainsi aux forces de l'ordre de couper le cortège derrière lui.

Suite à cela, les forces de l'ordre ont coupé le cortège de tête en deux, loin devant le SO. Une partie du cortège de tête s'est réfugié derrière le SO unitaire qui a fini par avancer. Les camarades du SO de Solidaires qui ont participé au Service d'Ordre unitaire affirment qu'il n'y a eu aucune collaboration du SO unitaire avec les forces de l'ordre, au contraire il y a eu des charges des forces de l'ordre contre le SO unitaire et de nombreuses grenades lacrymogènes.

Par ailleurs, le SO unitaire a bien laissé reculer vers l'arrière les personnes qui étaient à l'avant du carré de tête en refluant sur les côtés (trottoirs) du cortège.

Enfin, la pratique maintenant récurrente consistant à dresser des barricades ou allumer des incendies sur la chaussée en amont et en travers du parcours de la manifestation interroge.

2- Une augmentation des agressions à l'encontre des cortèges syndicaux depuis les mobilisations des retraites

Il y a depuis des dizaines d'années une diversité de tactiques entre les syndicats et d'autres groupes militants qui s'expriment dans la rue. Pour Solidaires, chacun a sa stratégie. Le débat peut être légitime et il n'est pas question d'imposer à quiconque sa stratégie mais le respect des stratégies différentes doit être mutuel. La stratégie de Solidaires est de permettre au plus grand nombre de manifester dans les meilleures conditions possibles afin de construire un rapport de force favorable pour gagner sur nos revendications.

Néanmoins, depuis le mouvement sur les retraites, nous avons de plus en plus de difficultés à manifester avec des individus hostiles aux syndicats qui tentent par exemple de s'en prendre à nos camions syndicaux. Certains individus qui apparaissent parmi les assaillants du 1^{er} mai, font partie de ceux qui ont attaqué le camion de la fédération SUD santé sociaux en décembre 2019 à Paris. Régulièrement depuis 2019, nous constatons que des individus se positionnent devant notre camion pour empêcher notre cortège d'avancer, en insultant les syndicats.

Nous faisons le constat que des groupes hostiles au syndicalisme sont de plus en plus présents en manifestation parisienne et de plus en plus véhéments à l'égard des cortèges syndicaux. Dans les manifestations du 28 novembre, du 5 décembre et du 16 janvier (contre la loi sécurité globale), plusieurs camions syndicaux (Solidaires et surtout CGT) ont déjà été la cible de blocages et d'attaques violentes.

3- Qui sont les assaillant-es du 1^{er} mai ?

Il est très difficile d'identifier et de caractériser clairement ces individus : on compte d'ancien-nes membres d'organisations anarchistes individualistes ou autonomes, certain-es en ont été exclu-es en raison de comportements violents, sexistes ou dominants, d'autres en sont parti-es. Une partie des personnes qui nous agressent sont par ailleurs souvent très alcoolisées. Plus inquiétant, une partie d'entre elles tiennent un discours anti-syndical, réactionnaire, homophobe et sexiste et arborent des symboles réactionnaires voire rouge-bruns (slogans confusionnistes ou complotistes écrits sur leurs vêtements, drapeau confédéré américain, esthétique voire tenues militaire...). Ce 1^{er} mai, des slogans très graves comme « à mort les syndicats » ont été scandés.

Par ailleurs, nous assistons en règle générale à une montée de comportements autoritaires au sein du pré-cortège de tête : nous avons par exemple pu observer il y a un an et demi un groupe décider de manière unilatérale de faire une chaîne pour bloquer l'avancée de la manifestation. De même, le 5 décembre 2020 alors que le carré de tête unitaire se retrouve au milieu des affrontements qui opposent des manifestant-es et les forces de l'ordre, des individus font une chaîne pour empêcher la manifestation d'avancer et pour maintenir le carré de tête au milieu des affrontements.

4- Appel à vigilance

Le SO de Solidaires lie l'attaque de la CGT d'abord à la présence de plus en plus importante d'individus d'extrême-droite (pas forcément organisés) dans nos manifestations mais également à des pratiques autoritaires de plus en plus manifestes. Solidaires respecte la diversité des tactiques et dénonce la stratégie des forces de l'ordre à chaque manifestation. Néanmoins, cette diversité des tactiques n'est pas respectée lorsque des militant-es syndicaux sont maintenu-es de force dans des affrontements, empêché-es d'avancer, ou bien lorsque des individus cherchent à créer des situations d'affrontement avec la police aux abords ou dans notre cortège syndical.

Nous appelons les camarades de Solidaires à être particulièrement vigilant-es en manifestation aux comportements autoritaires, sexistes, homophobes et racistes. Nos combats n'ont rien de commun avec les complotistes et les confusionnistes perméables à l'extrême droite, ils n'ont pas leur place dans nos manifestations. Il est important que les militant-es de Solidaires ne confondent pas le cortège de tête tel qu'on l'a connu pendant les mouvements contre la loi travail ou les retraites (des cortèges de lutte syndiqué-es et non-syndiqué-es) et les individus qui ont attaqué la CGT à l'occasion du 1^{er} mai avec des mots d'ordre anti-syndicaux et virilistes.

Le SO de Solidaires continuera à assumer le mandat qui lui a été confié par nos instances : celui d'appliquer dans la rue les choix stratégiques de notre organisation syndicale en permettant à tou-tes de participer sereinement à une manifestation et de la mener à son terme. Le service d'ordre de Solidaires est constitué de camarades adhérent-e-s des organisations de Solidaires. Pour garantir le droit de manifester face à toutes celles et ceux qui attaquent nos cortèges et nos manifestations il est important de prendre collectivement en charge son renforcement.

La coordination du SO est disponible pour intervenir dans les réunions de syndicats afin de présenter le fonctionnement, le mandat, les formations et répondre aux questions. Nous réitérons la demande que l'ensemble des organisations mandatent des camarades pour participer au SO.

Paris, le 4 mai 2021

Commentaires

- [# Solidaires et le 1^o Mai 2021 à Paris](#) Le 5 mai à 15:50, par **Eliane MEVOUILLON**

Bonjour camarades,

J'arrive d'un rassemblement unitaire (non à la privatisation des barrages).

Je suis cégétiste, gilet jaune et secrétaire du mouvement de la paix et ce vous évoquez ici est

bien sûr dans le questionnement de tous.

Est-il possible de le diffuser dans les réseaux sociaux et avec les gens qui s'interrogent.?

Mon (nôtre) souci est que ces accidents jettent le discrédit sur toute organisation de manif à venir, soit par peur d'être mêlée à un mouvement « dangereux » soit par opposition à un groupe alors qu'il est si difficile de réunir du monde sur des actions vu la situation déjà compliquée du coronavirus...

Merci

fraternellement

Eliane

<https://lundi.am/CGT-collabos>



« CGT, collabos »

« Ce que la surexposition médiatique et politique de cette bagarre permet d'occulter, c'est le déroulé réel de ce 1er mai. »

paru dans [lundimatin#286](#), le 4 mai 2021

Premier Mai 2021, on s'ennuie en France. Les infos s'inquiètent de ces « festnozs », « rave party » et « free party » qui se sont tenus ces derniers soirs. Les journalistes sont indignés, les citoyens jouent aux fayots, les préfets tiennent des conseils de crise et les tribunaux sont saisis pour enquêtes pour « mise en danger de la vie d'autrui ». Mais le commentariat est aux aguets : la manifestation du 1er mai à Paris devrait offrir l'occasion de faire chauffer les claviers. Banco : les camions de la CGT se sont fait agresser. Qui, pourquoi ? Les différentes chapelles construisent l'ennemi qui les arrange.

Depuis quelques années les manifestations du 1er mai sont inévitablement l'occasion d'un flot de commentaires d'après-match : MacDo, Black Bloc, Pitié Salpêtrière. Sur les plateaux des chaînes d'info continue, comme sur Twitter, on devait trépigner vers 17h, quand cette édition 2021 ne semblait pas vouloir offrir d'occasion franche de déblatérer sans fin. Heureusement, l'événement est venu : cette fois l'affrontement entre le service d'ordre de la CGT, casqué, armé de gazeuses au poivre et de matraques télescopiques, et ce qui semblait être une foule. La bagarre tournant au désavantage du SO, celui-ci s'est rapidement posé en victime « d'actes de vandalisations », mais aussi (et on ne l'attendait pas forcément sur ces questions vu le passif des bonhommes) d'« insultes homophobes, sexistes, racistes » commises par des « individus dont certains se revendiquant gilets jaunes ».

La machine à indignation pouvait s'enclencher. L'« important groupe d'individus » décrit par le communiqué de l'organisation syndicale est petit à petit devenu un « commando » (Jean-Luc Mélenchon), de « personnes masquées » (Clémentine Autain, portant un masque), de faux gilets jaunes (Céline Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT), « pas venues pour revendiquer » (Philippe Martinez), des « ennemis de classe » (les profs de l'UCL), peut-être bien d'extrême droite (Benjamin

Amar, aussi de la CGT), en tout cas des « éléments ultras » (Olivier Faure). On ne s'étonnera pas que les trotskistes voient quant à eux derrière cette « agression odieuse », la main des « blacks blocs » (Nathalie Arthaud, ou pas), et des « autonomes » (Révolution Permanente, cherchant encore et toujours « le bon côté de la barricade »).

Personne ne sait donc qui a bien pu "organiser" le "guet-apens" dénoncé par Martinez, mais toute la gauche a quelque chose à en dire. L'empressement à se poser en victime et à fantasmer un ennemi intérieur et insaisissable (à la fois fasciste et autonome, GJ et organisé), se calque exactement sur la fabrique des polémiques évoquées plus haut (visant habituellement à dédouaner le maintien de l'ordre). Fabrique qui vise notamment à empêcher de demander "pourquoi" et à resituer l'événement dans son contexte immédiat et historique - s'empêcher de réfléchir, en somme.

On pourrait commencer par s'intéresser à ce que racontent celles et ceux qui ont vécu la manifestation un peu plus loin de leurs smartphones et un peu plus près de la tête du cortège. On entendrait parler de morceaux de cortège encerclés, poussés, tapés et empêchés de refluer vers l'arrière par les sympathiques vigiles qui assuraient « la sérénité de leur cortège ». On se dirait que ce n'est pas bien nouveau, voire récurrent. On se souviendrait que d'aucuns ont fait un métier de l'art de négocier la mise au pas de la rue. Que ces petits arrangements ont régulièrement donné lieu à des échanges de baffes. Et on se demanderait : pourquoi tant de larmes cette fois-ci ?

On pourrait continuer en s'intéressant à ce qu'il s'est passé ailleurs qu'à Nation. On apprendrait qu'à Lyon, ce week-end :

Les banderoles étaient à peine sorties que déjà la CGT isolait la tête de cortège pour permettre aux CRS de la charger par l'arrière pendant que les gendarmes faisaient un bond offensif à l'avant. La tension est montée vite et fort sans raison apparente, sauf pour ceux qui penseraient bêtement que sortir des lunettes de protection n'est pas justifié dans une époque où les mutilations policières sont monnaie courante. Après la charge policière la CGT a pris le relais, tentant de conjurer la reformation du cortège de tête. Constatant que les manifestants étaient réfractaires à leurs ordres (« passez derrière ! » ou « avancez »), leurs gros-bras ont tenté de les faire obéir. Échec. La tension n'a pas diminué pour autant, les flics continuant à faire d'improbables incursions dans la manifestation, badaboum la République. Quant au SO et aux militants fanatiques-pastis-saucisses, pensant sans ambage qu'une bonne manifestation pacifique justifie bien le déploiement de la violence, ils ont continué à s'en prendre aux récalcitrants : coups, tentatives de filmer et de prendre en photo les manifestants, insultes confusionnistes (« fascistes », « racistes ! ») en parallèle des appels à l'unité des « jeunes » et des « travailleurs ». Et en désespoir de cause ont augmenté le son de la sono pour couvrir les slogans anti-police (à croire qu'ils ont vécu les mouvements BLM et Sécurité Globale en se bouchant les oreilles).

Là encore, un ensemble des petites voix nasillardes s'est empressé d'apporter son soutien au service d'ordre - évoquant, dans un duplicata de l'événement parisien - des insultes racistes/homophobes/sexistes, voire même (comme un vulgaire twittos syndicaliste policier) des « jets d'acides ». Ainsi tout le monde est bien à sa place. Pourtant déjà réduits à peau de chagrin les syndicats et la gauche française ne peuvent s'empêcher de participer au grand jeu de leur propre écrasement.

C'est le problème d'être depuis des décennies des paternalistes qui mettent le travail au centre de leur monde, cela ne peut que produire un éternel désir d'ordre.

Nouveau schéma

Le gouvernement, ayant visiblement légué à sa pseudo-opposition ses propres méthodes de communication, n'aura pas eu besoin cette année d'inventer une attaque d'hôpital, préférant donc de timides dénonciations. Le garde des sceaux évoque le rôle, dans cette affaire, de la pandémie et des réseaux sociaux. Du côté de l'Intérieur, Marlène Schiappa peut se contenter d'observer « que les manifestations rassemblent de moins en moins de monde, mais qu'elles sont de plus en plus violentes » - ce qui n'est pas plus bête que les commentaires sus-cités, c'est dire la qualité de ces derniers.

Ce que Schiappa décrit ici, c'est l'effet principal de la radicalisation du maintien de l'ordre. Qui passe depuis plusieurs années par une stratégie de la dissuasion et de l'épuisement. La dissuasion c'est l'imposition de trajets de manifestations toujours plus inaudibles (dans les grandes villes de province, on condamne les manifestants à errer loin des centres), et toujours plus oppressants (c'est la tactique de l'encapsulation) voire suffocants (comme ce fut le cas ce week-end à Nantes). L'épuisement passe par un harcèlement des cortèges : il y a deux ans, à Paris, les premières charges avaient précédé le coup d'envoi.

Corollaire : cet assèchement tend à augmenter la frustration de celles et ceux qui acceptent encore de manifester. Une partie du cortège se demande comment il est encore possible de rester calmes dans de telles conditions, tandis que l'autre juge toujours plus puérils les énervements des premiers. Cette division, la préfecture souhaite depuis longtemps la matérialiser dans l'espace public, en créant un double cortège : bons et mauvais manifestants, derrière et devant. Dans ce contexte, la collaboration syndicats/police qu'elle soit formelle ou tacite indique une convergence d'intérêt. Déjà lors des 1er mai de 2016 et 2018 la CGT avait préparé un itinéraire bis, en cas d'encercllement policier du cortège de tête. Sans grand succès : une partie de ses militants ont refusé la manœuvre. L'idée ne semble pas totalement abandonnée, puisqu'ici encore ce sont les tentatives de scission qui ont fait monter la tension entre les manifestants.

Torgnoles

Pour revenir sur les torgnoles échangées tant à Paris qu'à Lyon : nous ne nous inquiétons pas trop des conséquences pour les victimes d'un jour, gros bras de toujours, du SO de la CGT. Ils ont montré par le passé qu'ils étaient rompus à l'exercice - ce que d'aucuns veulent aujourd'hui oublier, (une journaliste politique affirmait dimanche matin qu'on était avec cet affrontement face à "une première historique !"). En janvier 2020, lors de l'acte 61 des GJs marseillais « survient un affrontement violent entre le Service d'Ordre de la CGT équipé de matraques télescopiques et de manches de pioches et certains manifestants vêtus de noir. » En mai 2016, toujours à Marseille, « la CGT balance des grands coups de gazeuse familiale à bout portant dans le visage de celles et ceux qui étaient en première ligne, n'hésitant pas à faire tomber des gens et à leur mettre des grands coups de pied alors qu'ils sont à terre ». Le communiqué de la CGT dira « que "les autonomes" ont attaqué la CGT ». La même année, à

Paris, des affrontements ont lieu entre les prémices d'un cortège de tête alors constitué majoritairement de lycéens et les gros bras du syndicat. Ceux-ci avaient culminé les 12 et 17 mai. Pour cette seconde date, le SO avait ressorti les casques (qu'ils portent encore aujourd'hui) mais aussi des battes de baseball et même... une masse. Selon un article de presse de l'époque, des « jeunes » leurs criaient alors « SO collabo » [1]

. (Ces jeunes étaient-ils des fascistes ? Ce week-end, certains croyaient déceler dans l'usage du terme « collabo » tagué sur l'un des camions de la CGT à Paris, la preuve d'une intervention d'extrême-droite. Sans rire.)

Concernant celles et ceux qui n'avaient, dans la bagarre, ni brassards, ni casques, ni gazeuses, ni cartes d'adhérents, ils sont désormais sous la menace d'une enquête policière, qui pourra se nourrir des images des documentaristes de manifestations (qui courent à la moindre effusion) et des investigations des Sherlocks du dimanche.

Enfin, conséquence plus désastreuse sûrement : la radicalisation du maintien de l'ordre, qui mise sur la séparation du bon (l'ordre) et du mauvais (le reste, donc réductible), sait désormais pouvoir s'appuyer sur des relais volontaires.

oubliettes

On ne peut que voir dans les pleurnicheries surjouées des tenants de la tranquillité manifestante une tentative pitoyable d'imposer une vision hégémonique de ce que doit être un cortège. Ils s'imaginent avoir un droit de régence et pouvoir définir le rythme et le mode d'expression d'une foule qui les dépasse et ne leur appartient pas. On sait que le cortège de tête, du fait de sa volonté d'ouvrir de nouvelles possibilités - entendons autres que piétiner en rang d'oignons sous les drapeaux - possibilités arrachées donc aux services d'ordre de l'époque, s'est aussi accommodé de faux amis. Ces derniers ont su adopter les codes du moment, pour ne pas tomber aux oubliettes, et pensent deux ans plus tard pouvoir décider que la fête est finie. Ce sont les mêmes qui appellent à la convergence des luttes à tout bout de champs mais sont toujours les premiers à se dissocier dès qu'ils ne contrôlent pas la situation. À ce titre ils ne cachent plus leur désir d'ordre et de retour à la normale. Certains se sont sans surprise déjà proposé pour prêter main-forte (une prochaine fois) au SO, dans une touchante camaraderie virile.

Il ne faut rien voir de plus dans cette polémique que le sursaut d'un corps, la manifestation de gôche, qui agonise depuis trop longtemps. Afin de ne pas finir en saucisses grillées, il apparaît nécessaire de refuser les petits mensonges et manipulations mesquines de nos faux amis, mais aussi de s'interroger sur l'éternel retour des mêmes vieilles formes.

Ce que la surexposition médiatique et politique de cette bagarre permet d'occulter, c'est le déroulé réel de ce 1er mai, l'état des forces en présence et leurs stratégies (ou absence de stratégie). Ce que nous avons vu c'est un cortège syndicale affaibli stopper la manifestation pendant quasiment deux heures afin de se distinguer d'un cortège « de tête » massif. Une fois la manifestation divisée, le dispositif policier mis en place par la préfecture pouvait se concentrer sur la tête de cortège (qu'il faudra bien un jour se résoudre à appeler « corps » quitte à ce que les ballons syndicaux en deviennent la « queue »). De là, les centaines de CRS, Gendarmes mobiles et BRAV pouvaient harceler et terroriser des

manifestants qui ne parvinrent pas à recomposer un cortège capable de leur faire face. Résultat des courses : la Préfecture a matraqué et limité la casse, la CGT a défendu son petit pré carré et le cortège « de tête » pourtant supérieur numériquement, est à peine parvenu à manifester.

[1] On se limitera ici, pour la contextualisation, à ces dernières années et à quelques exemples circonstanciés. L'histoire du SO de la CGT qui *fait la police* et le coup de poing contre les manifestants qui ne suivent pas la ligne du parti est largement documentée, depuis Mai 68 au moins.

ses versions numériques, et sur les réseaux privés qui s'intitulent pourtant sociaux. Les médias sociaux peuvent être considérés comme un puissant outil d'expression et d'orientation, et comme vecteur d'expression démocratique possible.

Voilà pourquoi, tant les lois de «sécurité globale» que les circulaires de Turquie doivent attirer l'attention sur la façon dont les États traitent les libertés de presse, d'expression et de pensée, avec le souci du contrôle de l'information et de sa libre circulation, et être combattues.

<https://kedistan.net>

La forme-manifestation en question

(Le titre est de la rédaction de l'IDC)

Voici un texte de Samuel Hayat, chercheur au CNRS et lui-même syndiqué (Solidaires), il propose de prendre un peu de hauteur pour comprendre l'évolution de la situation des manifestations en France depuis plusieurs années et des heurts entre des manifestant.e.s et le service d'ordre de la CGT ce 1^{er} mai.

Quelques éléments socio-historiques pour comprendre les heurts entre autonomes et service d'ordre (SO) de la CGT le 1^{er} mai – heurts qui révèlent une crise profonde et durable de la forme-manifestation.

D'abord il faut comprendre que la manifestation telle qu'on la connaît (un défilé pacifique et encadré sur un parcours négocié entre organisations et préfecture) est un mode de protestation qui n'a rien de naturel, il a une histoire, et elle est assez récente. En France, les premières manifestations de masse encadrées par des organisations ont lieu dès 1848, mais c'est surtout la 2^{ème} manifestation Ferrer, le 17/10/1909, après un défilé réprimé dans le sang, qui voit la «manif» prendre sa forme actuelle. L'idée est simple: pour être légale, une manifestation est négociée et encadrée, et les organisateurs s'engagent à y maintenir l'ordre, notamment avec un SO qui fait la police dans le cortège, en étroite collaboration avec les forces de l'ordre.

Cette forme-manifestation a été si bien intégrée par les organisations et par la police que tout ce qui en sort (manifs non déclarées, détournées, éclatées en petits groupes) pose de sérieux problèmes de maintien de l'ordre (cf les 1^{ères} manifs des Gilets jaunes). Mais surtout, cette naturalisation de la forme-manifestation par les organisations crée un fossé entre la culture manifestante des militant.e.s organisé.e.s et les pratiques des militant.e.s autonomes, qui ignorent, critiquent, détournent ou refusent les codes de la manifestation. Le 1^{er} mai 2021 à Paris, on en a vu un exemple frappant: le SO de la CGT veut maintenir l'intégrité du cortège et donc empêche le reflux des manifestant.e.s du «cortège de tête» gazé.e.s par la police, puis les dégage de la place de la Nation pour que leurs camions passent.

Pour certain.e.s autonomes, ces pratiques relèvent de la collaboration avec le pouvoir, et révèlent un privilège des syndicats (notamment le droit d'avoir matraques et gazeuses) et... c'est vrai! Mais c'est comme ça que s'est construite et imposée la forme-manifestation. D'un côté, on a le SO de la CGT qui fait ce qu'il fait depuis plus d'un siècle: il encadre, en collaboration avec la police, et parfois violemment, une manifestation de masse. De l'autre, des autonomes pour qui cette collaboration est insupportable. Le fossé est immense.

Notons qu'il n'y a rien de nouveau ici. Ces heurts sont aussi vieux que la forme-manifestation. Mais aujourd'hui les rangs des autonomes grossissent, sur fond de désaffection des organisations, et surtout de changement d'attitude du pouvoir, qui fragilise la forme-manifestation. En effet, la forme-manifesta-

tion, pour être efficace, suppose que la police accepte que le maintien de l'ordre dans la manif soit fait essentiellement par les organisations, et que le pouvoir accepte d'écouter les manifestant.e.s même quand le défilé est pacifique.

Or ces deux conditions sont mises à mal. La police intervient de plus en plus au sein des cortèges, et les organisations l'acceptent. Et surtout, le pouvoir se contrefiche ostensiblement des manifestations. Il n'y voit plus une menace. «Ce n'est pas la rue qui gouverne».

Pour que la forme-manifestation fonctionne, il faut qu'elle fasse peser la menace d'un déferlement populaire, contenu par les organisations et l'autocontrôle du peuple. Cette menace suppose que tout le monde joue le jeu et «y croit». Le pouvoir ne le fait plus, plus du tout. Dans ces conditions, on comprend mieux les autonomes, que ce soit des militant.e.s aguerris.e.s ou des nouveaux et nouvelles venu.e.s: il s'agit de revivifier la menace d'une révolte, qu'un siècle de défilés encadrés et policés a émoussée. Il faut refaire peur au pouvoir.

Si les organisations, notamment syndicales, veulent se faire les garantes de la forme-manifestation, il va falloir négocier ferme pour 1) qu'arrête le harcèlement policier des manifestations et 2) que les manifestations pacifiques aient un effet sur le gouvernement. Sans cela, le refus de la forme-manifestation par la revivification de la révolte va attirer toujours plus de monde, et désormais le mouvement social se fera non seulement hors des organisations, mais contre elles. Le 1^{er} mai 2021 est un avertissement qu'il faut prendre au sérieux.

Samuel Hayat

Radio Zinzine a 40 ans!

Samedi 22 mai 2021,

Journée porte ouverte à Radio Zinzine

Dans cette période pour le moins particulière, et dans le cadre des 40 ans de Radio Zinzine et de la légalisation des radios libres, la Zinzine vous invite à partager un moment sur la colline autour et dans les studios pour se rencontrer, échanger sur la radio, son passé, son présent, son futur.

Programme:

11h-13h: Table ronde en direct depuis le studio sur l'histoire, le présent et le futur des radios libres.

13h-15h30: chacun.e ramène ses mets sucrés-salés à partager, barbecue à disposition. Visite du studio, échanges informels avec l'équipe de la Zinzine ou sieste pour ceux qui veulent.

16h-18h: Rencontre/débat: La pandémie a été une expérience inédite pour tout.e un.e chacun.e. La radio a servi de lien entre les gens pendant le premier confinement. Mais elle a aussi été un lieu d'échanges, de discussions, de controverses.

Nous voulons mettre en débat le rôle de la radio dans un moment de crise comme celui que nous avons vécu.

Qu'est-ce qui a bien marché? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? Comment aurait-on pu faire autrement? Comment continuons-nous?

En espérant vous rencontrer, vous (re)connaître

l'équipe de la Zinzine

info@radiozinzine.org



« On ne peut pas laisser passer un événement comme celui du 1er mai comme si c'était un incident de rien du tout »

[7 mai 2021](#) [La rédaction](#)

•

Quatre jours après l'agression contre la CGT à Paris le 1er mai, nous avons interrogé Annick Coupé, l'ancienne porte-parole de Solidaires entre 2001 et 2014. Nous lui avons posé des questions sur son appréciation des événements de la place de la Nation, de l'état du mouvement social aujourd'hui et des enjeux que pose la période que nous vivons.

Tu étais à la manifestation du 1er mai, mais sans être présente aux abords de l'agression sur la place à Nation. Que t'ont évoqué les images que tu as vues plus tard

J'avoue que cela m'a beaucoup inquiété. Des escarmouches entre des manifestants et le service d'ordre (SO) CGT, j'en ai vu un certain nombre de fois dans mes participations aux manifestations depuis de longues années. Mais là, c'était de nature assez différente. Cela ressemblait quasiment à une attaque commando, assez organisée et extrêmement violente. J'ai vu qu'il y avait eu un certain nombre de blessés côté CGT, dont plusieurs sérieusement. Cela m'a choqué. Je me suis demandé : c'est quoi cette affaire ? Pourquoi ?

Ce n'était pas de même nature que ce que l'on a pu connaître. Y compris ces dernières années comme au moment de la loi travail, avec des tensions entre une partie du cortège de tête et les SO, qu'ils soient CGT ou même Solidaires. Pour moi, cela ne relevait pas du tout du même phénomène et des mêmes personnes. Après, je n'étais pas sur place et en regardant les images, je ne suis pas capable d'identifier qui était ces personnes, elles n'étaient pas siglées de quoi que ce soit.

Philippe Martinez a mis en cause l'extrême droite dans la responsabilité de l'agression du 1er mai. Est-ce que c'est une interprétation qui fait sens pour toi ?

La question que je me suis posée, c'est : à quoi cela correspond. Des militants autonomes ou le Black Blocs pour prendre les termes employés généralement ? Cela me paraissait un peu étrange parce que ce n'était pas ce type de pratiques auxquelles on a assisté ces années passées. Des gilets jaunes ? Ils n'étaient pas identifiés gilets jaunes sur les images. Et puis, nous n'avons pas connu ça dans le mouvement des gilets jaunes, même quand il y a eu des tensions avec des syndicalistes. Des groupes d'extrême droite ? Cela peut apparaître comme un élément d'explication au sens où ils avaient l'air très déterminés et relativement organisés. Des flics ? Tout est toujours possible, surtout dans la période où nous vivons, mais là aussi cela paraît un peu grossier.

C'est peut-être un peu un mélange de tout ça. Peut-être que cela correspond aussi à une situation politique générale de grande confusion, où des personnes relativement radicalisées sont dans une certaine confusion politique et peuvent ne pas choisir les bonnes cibles. Mais il reste beaucoup d'interrogations.

Pour l'extrême droite, cela dépend de ce que l'on met derrière le terme. Pour sa partie organisée de type Rassemblement National ou autres groupes de ce type, même si c'est toujours possible, à ma connaissance sur Paris il n'y a pas eu d'attaque directe de commando d'extrême droite sur les manifestations syndicales. Cela peut cependant être des éléments qui se reconnaissent dans l'extrême droite au sens large du terme. Ce qui irait dans ce sens, c'est les mots dits à Nation. D'après les témoignages, il y avait des insultes que l'extrême droite emploie : de type homophobe, sexiste, voire raciste. Cela peut faire penser au registre de l'extrême droite, avec également des attitudes virilistes.

Qu'est ce que cette agression inédite dans sa forme et sa violence raconte de l'état du mouvement social aujourd'hui et de la période politique que l'on vit ?

Nous sommes dans une période politique assez complexe et inquiétante. Inquiétante parce que nous avons un pouvoir politique extrêmement autoritaire. Cela va des diverses lois de répression et de casse des libertés publiques de ces derniers mois à l'arrestation des militants italiens d'extrême gauche tout récemment. Plus évidemment l'échéance électorale de 2022 qui met en avant et en scène le Rassemblement national, avec un débat politique qui se focalise sur la sécurité, l'immigration et le terrorisme. Plus d'un an avant la présidentielle, on est dans une séquence où tout est focalisé sur le sécuritaire.

Mais la situation est complexe, parce que dans le même temps, des éléments de colère sociale importants ont quand même été présents ces dernières années. Et continuent de l'être : sur les inégalités, les discriminations, l'inquiétude liée à la crise du Covid, les pertes de revenus pour un grand nombre de gens. Ce contexte-là fait que les éléments de mobilisation sociale de ces dernières années sont toujours présents : je parle aussi bien de celle des retraites, du mouvement des gilets jaunes ou des jeunes sur le climat.

Le débat politique institutionnel est de plus en plus focalisé sur le sécuritaire pendant que les colères sociales sont toujours très présentes. Nous avons aussi un pouvoir extrêmement intransigeant. Alors que l'on n'est pas encore sorti de la crise du Covid, le gouvernement ressort la réforme de l'assurance chômage qui va faire des dégâts considérables. Cela illustre assez bien que ce pouvoir se sent assez fort pour le faire. On voit bien la montée de l'extrême droite et que la gauche est à la fois enferrée dans ses divisions, mais aussi incapable de proposer des perspectives et un nouvel imaginaire politique. Nous sommes dans une séquence assez réactionnaire pour ne pas dire plus.

Du point de vue social, le mouvement des gilets jaunes avait montré qu'il y avait une difficulté pour le mouvement syndical à prendre en charge toutes les formes de précarité et de colère sociale. Et il est vrai que c'est compliqué. Il y a également tout ce qui s'est passé autour des violences policières, des personnes racisées, etc. Là aussi avec un certain éclatement, il faut bien le dire. C'est dans cette période-là, qu'à mon avis, des gens peuvent être très en colère, mais aussi être dans une logique de confusion, s'attaquer aux syndicats et à la CGT comme représentant quelque part des institutions. Avec un rejet général de tout ce qui est institutionnel, en mettant dans le même sac le pouvoir, les partis politiques, les syndicats, etc. Cela peut être manipulé, instrumentalisé par l'extrême droite ou la police qui est elle-même très influencée par celle-ci, comme en attestent de nombreux sondages. Tout cela est possible.

Cette agression ne vient-elle pas à rebrousse-poil d'une coexistante plus apaisée depuis quelques années entre des options différentes dans les mouvements sociaux ?

Effectivement, malgré quelques tensions, du côté syndical, notamment du côté de la CGT, il y avait eu une gestion assez intelligente à mon avis de ces situations. Nous n'étions plus du tout dans ce que moi j'ai connu dans les années 70 et 80, avec un SO CGT qui distribuait des coups à tout ce qui dépassait, que ce soit le mouvement des femmes, le mouvement homosexuel ou des groupes plus radicaux. Donc, nous ne sommes plus du tout dans cette situation-là et je pense que la CGT, en tout cas c'est que je j'observe à Paris, ne se situe plus du tout comme devant être la seule organisation pouvant apparaître et devant tout maîtriser, tout contrôler dans les manifestations. D'ailleurs, elle ne le pourrait pas, mais je pense que c'est au-delà de ça. C'était aussi reconnaître que dans les cortèges de tête il y avait des syndicalistes, aussi bien de Solidaires que de la CGT ou d'autres organisations.

Par conséquent, nous n'étions pas du tout dans une situation de montée de tension entre ce qu'on peut appeler les cortèges de tête et les SO syndicaux. De même, il y a eu des moments de rencontre dans des manifestations entre des SO syndicaux et des comités de défense des victimes des violences policières. Lors des manifestations en décembre et janvier contre la loi sécurité globale, on retrouvait côte à côte le SO CGT et le SO du collectif Adama par exemple. Ce qui s'est passé le 1er mai est d'autant plus surprenant et inquiétant. Sans être parano, cela peut aussi viser à casser ces débuts de convergence ou en tout cas d'alliance. La question que je me suis posée, c'est : qu'est ce que cela vise comme objectif ? Pourquoi un groupe de personnes décide-t-il de s'en prendre de cette façon, et avec cette violence-là, au SO CGT ? Je pense que ce n'est jamais gratuit.

Peut-on voir dans cette séquence une exacerbation des contradictions entre des options stratégiques qui peuvent s'opposer ? D'un côté des syndicats dont l'objectif est de massifier et implanter le rapport de force dans les entreprises et de l'autre des stratégies exprimant des formes de radicalité dans la rue.

Je n'en sais rien, mais cela ne me semble pas très opérationnel. On sait très bien qu'il y a des groupes qui ont des stratégies plus radicales, et ce n'est pas pour moi un problème en soi. Ils souhaitent aller dans la confrontation, soit avec la police quand elle encadre les manifestations, soit contre des symboles du type banques, etc. C'est une stratégie qui est dans le débat social. Ce n'est pas celle que je défends, mais on parle de respect de stratégies différentes.

Mais là, je ne vois pas en quoi attaquer le cortège de la CGT, avec cette violence, entre dans la défense d'une stratégie qui vise à se confronter plus durement aux symboles du capitalisme ou du pouvoir. En plus, le 1er mai, qui a toute une symbolique du monde du travail, des travailleurs, des syndicats et de solidarité internationale. C'est aussi très étrange. De plus, la CGT n'est pas le syndicat le moins combatif aujourd'hui, même si c'est une grosse machine, qu'elle a des côtés institutionnels et qu'on peut lui reprocher des choses.

Mais on ne peut pas dire que dans le paysage syndical français ce soit le syndicat le moins combatif. Ses militants et militantes sont quand même des gens qui se battent. Si l'on prend l'hypothèse que ce serait l'expression de deux stratégies politiques, avec le choix d'en affirmer une de façon plus importante, je ne vois pas en quoi ce serait pertinent, pour afficher cette stratégie de radicalisation face au pouvoir et de mise en cause du capitalisme, d'aller taper le SO CGT.

Les militants et militantes de la CGT sont choqués, avec des états de sidération, de colère ou de découragement. Est-ce que cela peut entraîner une crispation durable et un repli sur soi de la CGT ?

C'est un petit risque. Quand tu te fais taper sur la gueule, la prochaine manif, tu te dis comment je vais faire pour pas que ça recommence. Et c'est assez légitime. J'espère que ce n'était pas ce qui était visé. Ce qui me semble important, c'est qu'il y a eu beaucoup de réactions de solidarité et de soutien. Pour moi, une des choses qu'il faudra faire dans les prochaines manifestations est peut-être de renforcer les aspects communs des SO. Cela pour éviter à la fois qu'il y ait un repli de la CGT et que cela se focalise sur elle. Un des aspects de la solidarité entre organisations et plus largement du mouvement social devrait se traduire pour moi dans l'organisation des manifestations. Cela devrait être une réponse à ce qui s'est passé samedi.

Quelles peuvent être les conséquences de cet épisode sur les luttes à venir et sur l'opposition aux politiques du gouvernement, par exemple la réforme de l'assurance chômage ?

Cela contribue à renforcer quelque chose qui existe déjà ces dernières années : la peur d'aller en manifestation. C'est vrai à Paris, avec le préfet Didier Lallement, mais aussi dans d'autres villes où les violences policières et la répression ont été extrêmement dures. Maintenant, c'est devenu compliqué pour des adhérents des syndicats ou des associations, qui venaient assez facilement dans les manifestations. Il y a une logique de faire peur pour affaiblir le rapport de force, dont les manifestations sont un élément. Évidemment, un épisode comme celui de samedi peut contribuer à ça. Même si ce n'est plus ce que c'était, les SO contribuent quand même à ce que les manifestants qui sont dans les cortèges syndicaux se sentent un peu protégés.

C'est pour cela que je pense qu'il est important que la CGT ne soit pas isolée. Notamment, dans un moment où, entre la pandémie et les restrictions des libertés, le rapport de force global du camp de celles et ceux qui résistent et luttent n'est pas très facile. Il est important de prendre la mesure de tout cela. Pas pour baisser les bras et dire qu'il n'y a plus rien à faire, alors qu'il y a plein de tensions, de contradictions et de mises en cause des logiques libérales. Il y a des éléments de résistance qui sont présents, mais ce n'est pas simple. Et on ne peut pas laisser passer un événement comme celui de samedi comme si c'était un incident de rien du tout.

<https://iaata.info/Pourquoi-j-ai-attaque-la-CGT-a-paris-ce-1er-mai-4770.html>

Pourquoi j'ai attaqué la CGT à paris ce 1er mai

Publié le 12 mai 2021

Ce 1 er mai j'ai attaqué les camions de la CGT à paris sous le son des « collabos » qui leur été adressés.

Parce que ouais structurellement la CGT est un organisme collabo avec sa hiérarchie de merde qui négocie avec les patrons, qui va parler sur les plateaux télés en étant tellement prétentieuse qu'elle pense parler au nom de cette chose que serait « le peuple ».

En plus du rôle paciFLICateur du SO dans les manifs (non protection de personnes cassant des choses, collaboration et filage d'infos aux flics et à la préfecture, barrage filtrants organisés par son SO...), elle y prend tellement de place avec ses ballons géants de merde sans se poser la question d'en laisser pour d'autres luttes que celle pour un amélioration du chantage salarial.

Ah ouais et si vous êtes pas au courant il existe la CGT des flics, des finances, des banques et de plein d'autres entreprises mortifères, alors perso c'est pas vraiment mes potes.

Autant de raisons de péter ces ballons, leur vitres et les dents du SO.

Et cette critique s'étend à toute les personnes qui se désolidarisent des actions violentes anarchistes et vont collaborer en filmant, poukavant etc...

Maintenant j'aimerais dire que je n'ai pas grand chose contre les individu.es qui vont s'encarter à la CGT pour tenter d'arracher des droits dans leur travail ou leur situation et que ce n'est pas ces personnes là que je veux attaquer et je sais que les situations individuelles de personnes peuvent être compliquées et que parfois les syndicats sont les personnes à qui tu vas déléguer ta colère et ta lutte. Enfin si je leur en veux de ne pas se révolter assez fort et de déléguer leur colère alors que nous subissons la domination des puissant.es de ce monde depuis des millénaires, que leur système de mort ravage les corps, les esprits et la terre à tel point que la majorité des personnes sont prostré.es dans des attitudes non violentes alors que notre environnement devient de plus en plus invivable.

Maintenant je sais aussi que la peur de la répression est présente au fond pour plein de personnes que ce monde dégoûte mais personnellement je préfère choisir de risquer ma vie en combattant ce monde plutôt que choisir l'anesthésie de cette société afin de prendre moins de coups, ce qui, au final, n'est même pas efficace car si je courbe l'échine devant la société et ses dominations, elle me prendra tout mon temps, mon espace et j'aurai perdu ma vie.

Combien de personnes passent 50 ans dans un job de merde ? Dans un environnement de merde ? Juste pour être normal, pour faire ce qui est attendu et récolter les approbations de son entourage aliéné.

Ce monde est un poison et nous pouvons lutter contre, à la fois à l'intérieur de nos relations et vers l'extérieur. Ce sera pas une promenade de santé, il y a eu, il y a et il y aura du sang et des larmes.

Raison de plus pour prendre soin des un.es et des autres dans ce combat.

D'ailleurs je suis allé à cette manif pour me marrer un peu et je sais qu'il peut s'y développer des énergies collectives intéressantes mais en vérité c'est un gros guet apens ou l'on donne rdv aux keufs

pour nous cueillir. Et meme si beaucoup de manifestations ont ete efficaces ces dernieres annees, la repression a été tres dure.

Je crois personnellement que le sabotage et l'action decentralisée preparée (violente ou pas) est une methode qui a l'avantage de limiter les risques avec les keufs et nous permet de choisir l'endroit et l'heure des actions. C'est pour ma part ce que je priorise et vais continuer à prioriser.

Contre le travail forcé, les récupérateur.ices, la civilisation et son poison, pour l'explosion des normes de genre et pour la protection des espèces végétales et animales qui n'ont pas encore été exterminées.

Je veux pas négocier la longueur de ma laisse, je veux mordre la gorge des maitres et maitresses !
Sabotage et amour de nos proches !